



# FLASH

Fraktion der Europäischen Volkspartei (Christdemokraten) und europäischer Demokraten im Europäischen Parlament  
Group of the European People's Party (Christian Democrats) and European Democrats in the European Parliament  
Groupe du Parti Populaire Européen (Démocrates-Chrétiens) et Démocrates Européens au Parlement européen

Internet address: <http://www.epp-ed.eu>

## **11/04/2008 : politique monétaire de la Banque centrale européenne face à la crise économique financière, et monétaire mondiale : la BCE doit baisser ses taux d'intervention, par Jean-Pierre Audy, député européen (UMP, PPE-DE, F)**

Au moment où, sur la base de leur rapport sur la stabilité financière dans le monde, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale vont clôturer leurs réunions de printemps des 12 et 13 avril à Washington (USA), et juste après le Conseil européen qui s'est réuni en mars dernier sous présidence slovène et qui a traité de ces sujets, Jean-Pierre Audy, député européen, appelle à un large débat au parlement européen sur le rôle des monnaies dans le monde. "Les représentants des citoyens européens doivent pouvoir s'exprimer face aux présidents du conseil, de la commission européenne et de l'Eurogroupe qui sont trop silencieux dans ce débat. Avec la politique monétaire européenne actuelle nous allons réussir la double performance de ne pas avoir de croissance avec l'inflation." Par ailleurs, Jean-Pierre Audy propose la création d'un régulateur bancaire européen.

**"La Banque centrale européenne (BCE) ne doit pas rater une extraordinaire occasion d'envoyer un signe de confiance aux marchés et aux investisseurs en baissant ses taux d'intervention pour relancer une saine croissance économique en Europe par, notamment, l'investissement et les exportations."** Au sujet des taux d'intervention, Jean-Pierre Audy s'est réjoui que le FMI demande à la BCE de baisser ses taux et que son directeur général considère que l'euro est surévalué, en abandonnant ainsi l'idée que ce serait le dollar qui serait sous-évalué.

*"Il devient urgent que l'Union économique et monétaire (UEM) se concerte avec la banque centrale européenne (BCE) pour introduire davantage de cohérence entre la politique monétaire et la croissance et l'emploi ainsi que le prévoient les traités. Il faut sans cesse rappeler que l'article 105 du traité instituant la communauté européenne prévoit que, sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, le SEBC apporte son soutien aux politiques économiques générales dans la communauté, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs définis à l'article 2 ; notamment de promouvoir un développement équilibré et durable des activités économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, un haut degré de compétitivité et de convergence des performances économiques."*

*"Si, pour la préservation de nos actifs, nous devons avoir un euro solide, nous ne devons pas avoir un euro trop fort pour le développement de la croissance économique durable, notamment des exportations et des activités touristiques en Europe. Le fait, pour la BCE, de maintenir des taux d'intérêt minimaux d'intervention à des niveaux qui concourent à un euro trop fort est une erreur économique qui affecte le coût des investissements, provoque de l'importation de désinflation et augmente un pouvoir d'achat provisoire qui engendre la consommation de produits étrangers en détruisant nos emplois et affecte nos exportations. C'est donc une erreur technique, politique et humaine. La BCE doit entendre les clameurs qui arrivent de toutes parts et je salue l'initiative de la Confédération européenne des syndicats qui ont manifesté en Slovaquie à Bratislava le samedi 5 avril dernier en faveur du pouvoir d'achat et, ce, en marge de la réunion des ministres des finances des Etats membres qui planchaient sur le cadre réglementaire de surveillance des activités financières."*

*"Il n'est pas contestable que de nombreuses régions du monde (Etats-Unis d'Amérique, Chine, Brésil, Inde etc...) ont des politiques monétaires prenant en compte la croissance économique."*

***"Le moment est venu pour les citoyens européens de s'exprimer et j'appelle à un large débat au parlement européen de toutes les formations politiques sur ce sujet en demandant à ce que la question orale que j'ai déposée sur ce thème soit débattue sans délai."***

**Pour toute information:**

**Jean-Pierre Audy, Député européen Tél: + 32 22 84 71 26 / +33 6 88 6811 86**

**Service de Presse PPE-DE Antoine Ripoll Tél: + 32 475 85 62 90**

**Le site des Députés européens UMP: <http://www.umpeurope.eu>**